



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'Environnement,  
de la Coordination et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE  
modifiant l'arrêté préfectoral n° 20 703 du 23 mai 2019  
SOCIÉTÉ SAREC  
activités de collecte, tri, transit et traitement  
de déchets non dangereux et dangereux  
1381 Chemin du Roi - Z.A. Ouest « la Boitardière » 37400 Amboise**

**DECAT/BE n° 21 471**

Le préfet d'Indre-et-Loire  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**Vu :**

- le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- l'arrêté ministériel du 8 décembre 2006 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2120 ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Thomas CAMPEAUX en qualité de préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2025 donnant délégation de signature à Madame Florence GOUACHE, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté du 13 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2713 ;
- l'arrêté du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 ;
- l'arrêté du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2714 ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°11 531 du 6 mars 1978 autorisant Mr Guy LENOIR à exploiter une installation de stockage et d'activité de récupération de déchets de métaux et d'alliage, de résidus métalliques d'objet en métal pour la rubrique 286 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20703 du 23 mai 2019 mettant à jour la situation administrative au titre des installations classées pour l'environnement de la société SAREC située à Amboise ;
- la modification des codes déchets demandée dans le « porter à la connaissance » transmis au préfet par la société SAREC le 25 juin 2024 et complété par courriel du 29 septembre 2025 concernant l'exploitation de collecte, tri, transit et traitement de déchets non dangereux et dangereux auprès des entreprises, collectivités et particuliers ;
- le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant le 29 septembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles ;

- la réponse de l'exploitant, par courriel du 9 octobre 2025 indiquant l'absence d'observation sur le projet présenté ;
- le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 10 octobre 2025 ;

**Considérant ce qui suit :**

- le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;
- si la modification demandée n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, il est toutefois nécessaire de mettre à jour les déchets admissibles dans l'installation ;

**Sur proposition de** madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

La Société Amboisienne de Récupération (SAREC), dont le n° SIRET 33753204800010 et dont le siège social est situé en Z.A. Ouest la Boitardière 1381 Chemin du Roi 37400 Amboise, est autorisée à exploiter une installation de collecte, tri, transit et traitement de déchets non dangereux et dangereux auprès des entreprises, collectivités et particuliers sur le territoire de la commune d'Amboise à la même adresse et est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

**ARTICLE 2 : ARTICLE MODIFIÉ :**

Les dispositions de l'article n° 1.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20 703 du 23 mai 2019 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par le stockage reste inférieure à 5965 m<sup>2</sup> et est répartie comme suit :

- 720 m<sup>2</sup> de bâtiments regroupant la partie administration, le stockage de véhicules et de produits et la presse à balle ;
- 5 245 m<sup>2</sup> des aires de stockages, des parkings et des espaces verts.

**Liste des déchets admis :**

Les quantités des déchets dangereux et non dangereux admis et susceptibles d'être présents dans l'installation sont repris dans le tableau suivant :

Déchets	Quantité
Métaux ferreux	400 tonnes
Métaux non ferreux	80 tonnes
Papiers/cartons	70 tonnes
Matières plastiques	40 tonnes
<u>Bois type « A »</u> déchet de bois vierge, non traité chimiquement et qui ne comprend pas de vernis, colle ou peinture, tel que les palettes cassées non colorées, cagettes, planches de bois massif, touret, bois de calage.	40 tonnes



Déchets	Quantité
Bois type « B » type de déchet bois faiblement traité, peint ou verni, mais non dangereux tel que les bastings, chevrons, madriers, liteaux, contreplaqués, palettes ou tourets colorés, charpente et planchers bois traités, panneaux de particules en aggloméré.	50 tonnes
Batteries	22,5 tonnes
Pots catalytiques	0,5 tonne
DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques)	20 tonnes
Gravats	500 tonnes
Déchets industriels en mélange	100 tonnes

Les déchets pouvant être acceptés sur le site sont ceux provenant de la collecte de déchets non dangereux et dangereux auprès des entreprises, collectivités et particuliers de la liste des déchets de la nomenclature déchets, à l'exception des déchets suivants qui ne seront pas admis sur le site :

- Classe 1 : Déchets provenant de l'exploration et de l'exploitation des mines et des carrières ainsi que du traitement physique et chimique des minéraux ;
- Classe 5 : Déchets provenant du raffinage du pétrole, de la purification du gaz naturel et du traitement pyrolytique du charbon ;
- Classe 8 : Déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation (FFDU) de produits de revêtement (peintures, vernis et émaux vitrifiés), mastics et encres d'impression ;
- Classe 9 : Déchets provenant de l'industrie photographique ;
- Classe 10 : Déchets provenant de procédés thermiques ;
- Classe 11 : Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux, et de l'hydrométallurgie des métaux non ferreux ;
- Classe 13 : Huiles et combustibles liquides usagés ;
- Classe 14 : Déchets de solvants organiques, d'agents réfrigérants et propulseurs ;
- Classe 18 : Déchets provenant des soins médicaux ou vétérinaires et/ou de la recherche associée (sauf déchets de cuisine et de restauration ne provenant pas directement des soins médicaux) ;
- Classe 19 : Déchets provenant des installations de gestion des déchets, des stations d'épuration des eaux usées hors site et de la préparation d'eau destinée à la consommation humaine et d'eau à usage industriel.

ainsi que :

- Les ordures ménagères brutes,
- les déchets de bois de type « C ». Bois ayant reçu un traitement chimique dangereux, tel que : les anciennes menuiseries avec peinture au plomb, les traverses de chemin de fer ou encore les poteaux électriques.
- les déchets explosifs,
- les déchets radioactifs,
- les déchets non pelletables, pulvérulents non conditionnés,
- les déchets d'animaux (ex : 02 01 02),
- les véhicules hors d'usage,
- les déchets non mentionnés au sein de la nomenclature ICPE des activités autorisées sur l'installation et mentionnée dans le tableau situé in situ,
- et tout déchet dont le producteur n'est pas identifié.

#### Origine des déchets :

Les déchets reçus sont des déchets dangereux et non dangereux collectés auprès d'industriels, artisans, collectivités ou particuliers. Cette collecte s'effectue grâce à la mise à disposition de bennes, puis par rotations ponctuelles ou périodiques de celles-ci.

Les déchets dangereux sont uniquement issus du point d'apport volontaire par des particuliers de batteries et pots catalytiques.

Les déchets reçus sur l'exploitation proviennent uniquement des départements d'Indre-et-Loire (37) et de Loir-et-Cher (41).

#### **ARTICLE 3 : PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de la commune d' AMBOISE et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies de la commune d' AMBOISE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre et Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet d'Indre-et-Loire – Direction de l'Environnement, de la Coordination et de l'Appui Territorial – 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la Transition Écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature– direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

- un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans – 28, rue de la Bretonnerie 45 057 Orléans cedex 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**ARTICLE 5 : EXÉCUTION :**

Madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire, monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et monsieur le maire de la commune d'Amboise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société SAREC par lettre recommandée avec accusé de réception.

TOURS, le 09/11/2025

Pour le Préfet et par délégation,  
la secrétaire générale



Florence GOUACHE

